

B-CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

a-Liste des adhérents et situation :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la CUMA participant à l'investissement : |__|__|

N'inscrire que les adhérents souscrivant pour les investissements aidés. Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus de 10 adhérents concernés

Les points d'un des critères de sélection seront attribués si au moins 20 % des adhérents concernés par l'investissement répondent à ce critère.

Ces critères valent engagement à respecter et seront formalisés dans la convention d'attribution d'aide.

Nom, prénom des adhérents participant au projet d'investissement	SIRET	Siège d'exploitation	Critères de sélection*					
			JA / NI	Agriculture biologique	Détenir 10 UGB	Être engagé dans une MAEC/ démarche Re-Sources	Engagement non OGM, ni VRTH	Avoir au moins une parcelle en ZAP eau qualité
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non					
Nombre d'adhérents ayant rempli le critère								

* Voir les conditions à remplir dans le tableau E-Critères de sélection

C- CARACTERISTIQUES DU PROJET

a- Localisation du projet (ou lieu de dépôt des matériels):

Identique à la localisation du demandeur

sinon, veuillez préciser l'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_| Commune : _____

b- Calendrier prévisionnel du projet :

Date d'acquisition envisagée : |_|_|_|_|_|_|_|_| (jj/mm/aaaaa)

Date prévue de début de projet : ___/ 20___ (mois, année) Date prévue de fin de projet : ___/ 20___ (mois, année)

c- Volets concernés par votre projet :

Votre projet concerne :

- les infrastructures des traitements des effluents de pesticides ou viti-vinicoles
- la réduction des pollutions par les pesticides
- la réduction des pollutions par les fertilisants
- la réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau

d-Description détaillée du projet envisagé (ou rédigez une note explicative à joindre à la demande) :

D- AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE

Les textes européens prévoient que les aides FEADER pour les investissements productifs en agriculture sont réservées aux investissements qui améliorent la performance globale et la durabilité des exploitations agricoles des adhérents : performance économique, environnementale et sociale. La CUMA devra indiquer en quoi son projet permet de rendre les exploitations de ses adhérents plus performantes sur au moins l'un des critères.

Vous pouvez joindre par exemple : le plan d'entreprise dans le cadre d'une installation, une copie du dossier économique transmis à la banque, un engagement dans une démarche agro-écologique, le diagnostic de projet, les devis...

DOMAINE ENVIRONNEMENTAL :

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet ou situation avant-projet et situation après-projet	Justificatif joint
1-la diminution de la consommation en eau et/ou en énergie, la diminution des gaz à effets de serre .	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2-la diminution des intrants (engrais, produits phytosanitaires,..).	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3-un autre critère environnemental lequel : _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

DOMAINE ÉCONOMIQUE :

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet ou situation avant-projet et situation après-projet	Justificatif joint
1-la diminution des charges d'exploitation (diminution consommation eau, pesticides, engrais...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2-l'utilisation de nouvelles technologies	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3-un autre critère économique : lequel : _____	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

DOMAINE SOCIAL :

votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet ou situation avant-projet et situation après-projet	Justificatif joint
1-projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2- Projet ayant un impact sur la sécurité	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
3- projet permettant l'augmentation du nombre d'adhérents	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
4- projet permettant la création d'emploi au sein de la CUMA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de la CUMA*

Résultats prévisionnels de la CUMA (en euros)

	Valeur de l'année précédente (dernier exercice clos)	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Capitaux propres (cad capital social + réserves)		
Capitaux permanents (cad capital emprunté à moyen et long terme)		
Immobilisations		

➤ **La CUMA est-elle soumise à cotisations fiscales :** oui non

E - CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection permettent de hiérarchiser les dossiers de candidature en fonction de leur note obtenue. Les projets éligibles dont la note est inférieure à 50 points ne seront pas retenus. Pour autant, les projets ayant obtenu une note supérieure à la note minimale ne seront pas obligatoirement accompagnés.

Les points d'un des critères de sélection seront attribués si au moins 20 % des adhérents concernés par l'investissement répondent à ce critère.

Critères de sélection		Conditions au dépôt de la demande d'aide	Nombre de points	Justification	Critère atteint	Réservé DDT(M)
Exploitations en zones sensibles pour la qualité de l'eau		Exploiter au moins une parcelle dans la ZAP eau qualité	220	Instruction	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
Jeune agriculteur ou nouvel installé		Statut JA aidé ou nouvel installé (non éligible aux aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans) au moment de la demande.	110	CJA ou MSA	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
Être éleveur		Détenir au moins 10 UGB au moment de la demande d'aide.	15	Registre des animaux	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
Investissements collectifs (CUMA)		Investissements portés par une CUMA	10		<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
Excellence environnementale	Certification ou conversion en agriculture biologique	Avoir tout ou partie de l'exploitation en bio ou en cours de certification au moment de la demande.	10	Attestation	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
	Être engagé dans une MAEC ou dans la démarche Re-Sources	Être sous contrat MAEC ou dans une démarche Re-Sources au moment de la demande.	15	Déclaration PAC année de la demande ou diagnostic Re-Sources	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
	Investissements dans du matériel alternatif à l'usage des pesticides	Le projet comprend des investissements du matériel de substitution à l'usage des pesticides	20	Devis	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
	Engagement de ne pas cultiver des OGM, ni des VRTH	Signature d'un engagement à ne pas cultiver des OGM ni des VRTH pendant les 5 années qui suivent le dépôt de la demande.	20	Attestation	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> oui
Récurrence de l'aide	Pas de soutien déjà accordé au titre de l'opération 4.1.3 (première demande)		10			<input type="checkbox"/> oui

F - PLAN DE FINANCEMENT - DEPENSES PREVISIONNELLES

Vous devez présenter, pour les dépenses :

- inférieures à 2 000 € : un devis
- comprises entre 2 000 € et 90 000 €, deux devis et trois devis pour les dépenses supérieures à 90 000 €
ou un devis si un référentiel a été validé (voir avec la DDT(M))

DEPENSES PREVISIONNELLES

a- Infrastructures de traitement des effluents de pesticides ou viti-vinicoles*

Description détaillée des dépenses	Montant HT (€)	Fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
			<input type="checkbox"/>
Total des dépenses			<input type="checkbox"/>

*La main d'œuvre en auto construction n'est pas prise en compte

b-Type d'investissements matériels réalisés (se référer à la notice pour les matériels éligibles)

Types de matériels	Nombre de matériels	Montant total (HT) en €	Fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
				<input type="checkbox"/>
Total des dépenses				

c-Investissements immatériels* en lien avec les infrastructures individuelles ou collectives de traitement des effluents de pesticides ou viti-vinicoles

Études préalables, maîtrise d'œuvre, diagnostics	Montant total (HT) en €	Fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
Total des dépenses			

* dans la limite de 10 % du coût total éligible

G-LISTE DES PIÈCES A JOINDRE

Pour tous les bénéficiaires

	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	<input type="checkbox"/>		
RIB (ou copie lisible) comportant IBAN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2 ou 3 devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements y compris les devis portant sur les investissements immatériels ou un seul devis si référentiel validé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation du Président de la CUMA indiquant que tous les adhérents sont agriculteurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager le CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation mentionnant que la CUMA est à jour de ces cotisations au Haut Conseil de la Coopération	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
KBIS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, le cas échéant

Plan de situation et plan de masse des travaux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux si nécessaire (Article R-421-2 modifié du code de l'urbanisme)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire si le porteur de projet n'est pas propriétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Critères de sélection (justificatifs à joindre pour chaque adhérent remplissant ces critères)

Effectifs animaux détenus au 31/12/année -1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CJA ou avis favorable du CRIT ou attestation MSA chef d'exploitation pour nouvel installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement à ne pas cultiver ni OGM, ni VRTH (annexe 1)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat AB en agriculture biologique ou conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation engagement dans une démarche Re-Sources (annexe2)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

H-ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (représentant légal de la CUMA) à bénéficier des aides du PCAE

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon dossier auprès de la DDT de mon département (pas de devis signé ou bon de commande, pas de factures payés ou d'acomptes versés...)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance de la notice relative à l'opération et notamment des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
 - N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement attachés à l'investissement aidé : en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement.
 - Être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales (en cas de personne morale, cotisations de la société et de chacun des associés exploitants), y compris du paiement des redevances des agences de l'eau.
 - Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
 - Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
 - Respecter les critères qui ont rendu mon projet éligible et qui lui ont permis d'être sélectionné
 - Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.
- L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT(M) de mon (notre) département du début d'exécution effectif de l'opération
- Informer la DDT (M)de mon (notre) département de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre l'activité de la CUMA pendant une durée de 5 ans à compter de la notification de la subvention,
- A conserver et à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de cinq ans à compter de la date du paiement final
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité décrites dans la notice qui accompagne le formulaire
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé à la CUMA, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du représentant légal de la CUMA

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service instructeur.

Engagements des exploitants agricoles

N° SIRET :

Nom /Prénom de l'adhérent (ou raison sociale) :

Adresse du siège de l'exploitation :

Téléphone :

Dénomination de la CUMA sollicitant l'aide :

Ces engagements permettent la sélection des dossiers de demande d'aide dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles, déclinaison du Programme de Développement Rural du Poitou-Charentes. Ils entrent dans les critères de sélection permettant de hiérarchiser les dossiers de candidature de la :

- **Mesure 4 : Investissements physiques :**

- opération 4.1.1 : Investissements pour la modernisation des élevages.
- opération 4.1.2 : Investissements pour les cultures spécialisées.
- opération 4.1.3 : Investissements pour la réduction des pollutions dans les productions végétales.

Je soussigné¹ _____

agriculteur exploitant de² _____

dont le siège social est situé à _____

déclare sur l'honneur :

m'engager **à ne pas cultiver de plantes génétiquement modifiées, ni de variétés rendues tolérantes aux herbicides sur mon exploitation** pendant les 5 années qui suivent la demande d'aide si cet engagement entre dans les critères de sélection permettant de hiérarchiser les dossiers de candidature.

m'engager **à ne pas utiliser, pour l'alimentation des cheptels, d'aliments contenant des Organismes Génétiquement Modifiés** pendant les 5 années qui suivent la demande d'aide si cet engagement entre dans les critères de sélection permettant de hiérarchiser les dossiers de candidature.

¹ nom du signataire

² statut de l'exploitation (individuel, sociétaire...) et nom ou dénomination de l'entreprise

En cas de non-respect des engagements contractualisés qui ont valu comme critères de sélection et conformément à l'appel à candidature du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles, déclinaison du Programme de Développement Rural du Poitou-Charentes ; et en cas d'anomalie constatée lors de la demande de paiement et /ou en contrôle sur place, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

Ces engagements seront formalisés dans la convention d'attribution d'aide.

Fait à ,

le

Nom, prénom et signature



ATTESTATION D'ENGAGEMENT DANS LA DEMARCHE RE-SOURCES

**Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCEA)
du programme de développement rural régional de Poitou-Charentes**

**Opération 4.1.3 : Investissement pour la réduction des pollutions et une meilleure
utilisation de l'eau en production végétale**

Je soussigné exerçant la fonction
de au sein de la structure
.....pour le bassin de
.....

atteste que Mme, M. agriculteur (trice)
représentant la société
est engagé (e) dans la démarche E-Sources via les actions suivantes :

- diagnostic global d'exploitation**
dont le projet d'exploitation est le suivant :
- accompagnement technique individuel** permettant la réalisation du projet d'exploitation
- diagnostic pollutions ponctuelles** (dont accord cadre viti vini 16 et 17) visant à :
- journée collective** (formation, journée technique, campagne d'analyse, etc.)
Nombre et type :
- expérimentations et actions spécifiques** (type réseau de reliquats). Précisions :

Fait à

le

Signature et cachet